

« Palestiniens et Israéliens n'ont aucun contact. »

Et puis il y a une autre frontière encore, la plus significative peut-être, celle qui sépare les deux peuples qui vivent sur cette terre : la frontière entre Israël et la Palestine. C'est une frontière faite de contentieux, de guerres et de sang. C'est sur cette frontière que se déroule le conflit, et que s'expriment la haine et la peur. Mais c'est aussi le lieu où nos deux peuples se rencontrent, et c'est là qu'il faut se trouver pour tendre la main et répondre à la main tendue. Je n'ai jamais cru en une paix qui ne serait qu'une espèce d'absence de guerre, du genre : 'Vous chez vous et nous chez nous, et foutez-nous la paix'. La paix israélo-palestinienne sera une paix de coopération, de coexistence, ou ne sera pas.

Discours de Michel Warschawski, pacifiste israélien,
octobre 1989

On oppose souvent les sociétés en guerre, dans lesquelles les parties en conflit s'ignoraient mutuellement, aux sociétés pacifiées dans lesquelles primeaient le dialogue et l'ouverture. Or, même en période de guerre, les contacts existent entre populations « ennemies », au niveau individuel comme collectif. Palestiniens et Israéliens n'échappent pas à cette règle. L'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967 a ainsi débouché sur le tissage de liens quotidiens entre sociétés dominante et dominée à tout niveau, que ce soit administratif, économique, culturel, etc.

Les contacts entre les deux populations sont d'abord de nature administrative. Dans ce contexte d'occupation, les déplacements à l'étranger, constructions de bâti, ouvertures de locaux professionnels ou encore enregistrements d'actes d'état civil, dépendent, pour les populations des Territoires occupés, de l'administration civile israélienne. Les maires et chefs de village jouent un rôle d'intermédiaires en faisant parvenir auprès des autorités compétentes les doléances de leurs concitoyens. Ce type de contacts est accepté par la population, parce que les fonctionnaires qui tiennent ce rôle servent les intérêts de la collectivité locale dans son ensemble. Nul n'ignore pourtant qu'ils remplissent dans le même temps une fonction d'informateurs auprès des Israéliens.

À partir de 1967, l'espace de la prison constitue un des hauts lieux d'exercice de la domination militaire israélienne. La relation d'échange y est à la fois inégale et imposée. Mais, assez paradoxalement, cet espace a aussi constitué un lieu d'apprentissage majeur pour les Palestiniens. Beaucoup d'entre eux doivent en effet leur connaissance de l'hébreu à leurs années passées en prison. Or, la compréhension de cette langue leur a ouvert ultérieurement l'accès aux médias et au marché du travail israéliens, voire leur a permis de sortir d'une représentation « diabolique » de l'Autre.

L'assistance des prisonniers politiques palestiniens et la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans les Territoires occupés ont, depuis 1967, été le résultat d'actions conjointes israélo-palestiniennes menées par des associations ou des collectifs d'avocats. B'Tselem, Hamoked, Alternative Information Center sont ainsi les principales ONG israéliennes qui s'opposent régulièrement aux assassinats ciblés, arrestations arbitraires, expulsions forcées

du territoire, assignations à résidence ou encore punitions collectives subies par les populations. Elles l'ont souvent fait en lien avec leur pendant palestinien, al-Haq à Ramallah, Law à Jérusalem (fermée aujourd'hui) et le Palestinian Center for Human Rights à Gaza. Ces ONG sont épaulées par des associations pacifistes israéliennes, telles que les Femmes en noir, qui réclament le respect des règles du droit humanitaire et du droit international. Dans les années soixante-dix/quatre-vingt, elles représentent une proportion ultra-minoritaire de la population israélienne, leurs actions étant largement perçues comme illégitimes. À la suite des accords d'Oslo*, l'assise de ces ONG s'est un peu élargie.

La culture, elle, réunit une petite fraction d'intellectuels israéliens et palestiniens. Durant la période de l'Occupation, écrivains, journalistes ou universitaires des deux bords échangent leurs vues sur le futur des Territoires par organes de presse interposés ou rencontres privées. Plusieurs initiatives individuelles locales ont également promu l'échange et la compréhension mutuels. Le film israélien *Les Enfants de Arna* (2004) en atteste. Il relate l'histoire d'une femme juive arrivée dans les années cinquante en Israël, qui s'investit auprès d'enfants du camp de réfugiés de Jénine (Cisjordanie) en leur communiquant sa passion du théâtre. Après la signature des accords d'Oslo, les échanges culturels sont plus fréquents et officiels. Nombreux sont, par exemple, les séminaires de recherche organisés sur les perspectives de paix, les réfugiés ou encore Jérusalem. Ces rencontres suivent de près l'agenda des négociations diplomatiques. Quelques initiatives artistiques marquent également les esprits, comme les soirées jazz du club Flamingo à Ramallah, qui rassemblent des musiciens juifs et palestiniens autour du saxopho-

niste israélo-américain Arnie Lawrence et son groupe « Blues for Peace ». Ces initiatives ont, en leur temps, fait moins de bruit que le concert très médiatique donné à Ramallah le 21 août 2005 par le West Eastern Divan Orchestra, la formation musicale israélo-arabe de Daniel Barenboïm, chef d'orchestre juif-argentin de renommée internationale. Elles ont pourtant touché un public plus populaire.

L'économie a conduit à des échanges volumineux et fréquents depuis 1967. Durant l'Occupation, les Palestiniens sont nombreux à travailler en Israël. Ils sont majoritairement employés dans les métiers du BTP, l'industrie manufacturière, le travail domestique et l'agriculture. À l'époque, travailler en Israël est considéré comme un acte de trahison, même si l'on admet que le gain financier qui peut en être retiré est d'importance pour l'économie d'un ménage. Cette opinion largement répandue s'assouplit avec l'ouverture des négociations de paix au début de la décennie quatre-vingt-dix. Pourtant, le nombre de Palestiniens employés en Israël fluctue paradoxalement à la baisse durant la période des accords d'Oslo.

Au début de la décennie quatre-vingt-dix, ils sont ainsi 100 000 à avoir un permis de travail. En 1996, ils ne sont plus que 25 000 en raison d'un bouclage sévère des Territoires. En 1999, ils sont de nouveau 140 000, auxquels il faut ajouter 60 000 à 90 000 travailleurs clandestins et quelque 10 000 ouvriers dans les colonies. En 2002, après deux années d'Intifada*, leur nombre a chuté à hauteur de 16 000.

De son côté, le Protocole de Paris (1994) qui régleme les échanges économiques entre Palestiniens et Israéliens tend à rendre les Palestiniens dépendants des Israéliens pour toute activité commerciale. Ainsi les entrepreneurs palestiniens engagés dans l'import/export doivent-ils obte-

nir des autorisations d'entrée et de sortie pour leurs produits. La plupart d'entre eux passe par des intermédiaires israéliens afin de s'éviter des procédures longues, coûteuses et sans garantie de résultats. Ces relations commerciales sont donc inégales.

De leur côté, les Israéliens font parfois leurs courses dans les marchés plus ou moins informels des villes frontalières palestiniennes. Ils y font des achats de toutes sortes (fruits et légumes, pièces détachées, téléphones portables, etc.), attirés par les bas prix. Certains Israéliens se font également soigner en Cisjordanie en raison du faible coût des soins médicaux dispensés par les Palestiniens, proportionnellement à ceux pratiqués par les Israéliens. D'autres encore, mais peu nombreux, viennent passer leurs soirées à Ramallah dans les bars branchés de la ville. La seconde Intifada a rapidement mis fin à la venue de ces citoyens israéliens à l'intérieur des Territoires palestiniens.

Depuis 1993 et l'ouverture du processus de paix, et plus encore depuis septembre 2000 et le déclenchement de la seconde Intifada, la perpétuation des liens économiques, sociaux ou culturels, entre Palestiniens et Israéliens est menacée par la multiplication des barrages militaires en Cisjordanie et la quasi fermeture de la bande de Gaza. En 1967, il était possible à un Palestinien de Ramallah, Gaza, Hébron ou Naplouse, d'aller à la plage à Tel Aviv ou de visiter des amis à Jérusalem. En 1993, il ne le peut plus. La paix d'Oslo a donc rimé progressivement, pour les Palestiniens, avec rétrécissement des espaces de vie et enfermement. La construction des « murs » ou « barrières de séparation » en Cisjordanie ne fait qu'accentuer cet état de fait. Cela n'augure rien de bon pour l'avenir, car les possibilités de rencontrer l'Autre se raréfient pour les jeunes, Israéliens comme Palestiniens.